



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 octobre 2017  
Français  
Original : anglais

**Soixante-douzième session**  
**Cinquième Commission**  
Point 115 e) de l'ordre du jour  
**Nominations aux sièges devenus vacants**  
**dans les organes subsidiaires et autres nominations**

## **Nomination de membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit**

### **Note du Secrétaire général**

1. Comme il est indiqué dans le document [A/72/105](#) daté du 8 mars 2017, l'Assemblée générale devra, à la session en cours, nommer deux personnes pour pourvoir les sièges devenus vacants au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, et ce pour un mandat de trois ans<sup>1</sup> prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018.
2. La candidature des personnes dont les noms suivent a été proposée par le gouvernement de leur pays aux fins de leur nomination ou de leur reconduction dans leurs fonctions au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit :  

Richard **Quartey Quartey** (Ghana)  
Janet **St. Laurent** (États-Unis d'Amérique)
3. On trouvera ci-après la notice biographique des candidats (voir annexe).

<sup>1</sup> Les membres du Comité sont nommés pour trois ans et ne peuvent être réélus qu'une seule fois pour un mandat de même durée.



## Annexe

### Notices biographiques\*

#### Richard Quartey Quartey (Ghana)

M. Quartey a été responsable de la planification stratégique de tous les audits et, entre 2010 et 2016, il a présenté plusieurs rapports au Parlement, notamment sur les finances, la conformité, les technologies de l'information, la performance (y compris celle des infrastructures), l'environnement et les industries extractives (pétrole et gaz).

Entre 1994 et 1999, il a effectué des missions d'audit au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, concernant le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et le Tribunal pénal international pour le Rwanda, situé à Arusha (République-Unie de Tanzanie).

En 2005, il a représenté le Bureau du Vérificateur général au Comité des normes comptables de l'Institute of Chartered Accountants (Ghana) afin d'élaborer des normes comptables pour le Ghana (Normes comptables nationales du Ghana).

Entre 2010 et 2014, M. Quartey a été Président du Comité d'audit de l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, un organe sous-régional de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI); et, de 2010 à 2016, il a présidé le groupe de travail sur l'audit, sous-comité du système de gestion des finances publiques du Gouvernement ghanéen, au sein duquel les partenaires de développement (groupe multidonateur d'appui budgétaire) se réunissent pour examiner le volet gouvernance de l'appui des donateurs au Ghana.

Entre juillet 2012 et juin 2016, M. Richard Quartey a été auditeur externe de l'Organisation maritime internationale et des organismes apparentés et, entre 2014 et 2016, il a été membre du Groupe des auditeurs externes de l'ONU.

De 2014 à 2016, il a été co-auditeur externe de l'INTOSAI et membre du conseil de l'Institute of Chartered Accountants du Ghana.

---

\* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

## Janet St. Laurent (États-Unis d'Amérique)

M<sup>me</sup> St. Laurent est Directrice du Center for Audit Excellence de l'organisation américaine Government Accountability Office (GAO). La mission de ce centre est de renforcer les capacités institutionnelles d'audit et promouvoir la bonne gouvernance en fournissant une formation de haute qualité, une assistance technique et des services connexes aux organisations nationales et internationales responsables de la reddition de comptes. En tant que Directrice du Centre, M<sup>me</sup> St. Laurent est chargée de mettre au point la formation, les services d'assistance technique et les projets du Centre, et de nouer des relations visant à renforcer les capacités institutionnelles d'audit dans des organisations nationales et internationales ayant des objectifs similaires. Elle est également responsable du recrutement et de la supervision du personnel du Centre ainsi que de l'élaboration et de la mise en place de procédures de travail et de mécanismes de contrôle internes fiables en vue de réaliser la mission du Centre.

De janvier 2008 à janvier 2014, M<sup>me</sup> St. Laurent a été Directrice générale de l'équipe des capacités de défense et de gestion du GAO. Ses principales fonctions comprenaient la gestion des travaux du GAO sur les questions de défense, telles que les opérations militaires, la composition des forces, la préparation, la logistique, les infrastructures, le budget de la défense, les menaces émergentes et les problèmes du personnel militaire et civil. Pendant son mandat, son équipe a permis de réaliser des économies de plus de 30 milliards de dollars grâce aux recommandations formulées au Département de la défense des États-Unis, qui les a mises en œuvre. Elle a témoigné à de nombreuses reprises devant des comités du Congrès, y compris les Commissions des forces armées de la Chambre des représentants et du Sénat. À ce poste, elle a également encadré 250 membres du personnel et favorisé leur développement professionnel par la mise en place d'une formation en équipe, ses fonctions de professeur auxiliaire au centre d'apprentissage du GAO et le recrutement et la promotion du personnel. De plus, M<sup>me</sup> St. Laurent a été nommée par le contrôleur général pour codiriger les deux premiers rapports annuels du GAO mandatés par le Congrès, qui examinent la duplication, le chevauchement et la division des programmes du gouvernement fédéral américain.

Avant 2008, M<sup>me</sup> St. Laurent était Directrice du service du GAO chargé de la composition des forces et de la planification de la défense (coordination des analyses des plans de défense, des forces stratégiques, de la composition des forces et des questions de transformation militaire). Elle a également travaillé dans les bureaux du GAO à Boston, à New York et à Francfort (Allemagne), en charge de l'analyse d'un large éventail d'activités fédérales, telles que les programmes d'aide étrangère des États-Unis, l'aide alimentaire internationale et les questions concernant l'Organisation des Nations Unies, les dispositifs de contrôle interne et l'approvisionnement, et de l'établissement des rapports connexes.

M<sup>me</sup> St. Laurent est titulaire d'une maîtrise en administration publique de l'Université de Syracuse, d'une maîtrise en stratégie nationale de sécurité du National War College et d'un diplôme de premier cycle en sciences politiques de l'Université du Massachusetts à Amherst.

Elle a reçu de nombreux prix au GAO, dont le Prix du contrôleur général pour le leadership et le Prix de l'intégrité. En 2015, elle a reçu le Distinguished Public Administration Alumni Award décerné par la Maxwell School de l'Université de Syracuse. En 2011, elle était sur la liste des finalistes pour la médaille Samuel J. Heyman donnée pour services rendus à l'Amérique, en reconnaissance de son travail sur les questions de sécurité nationale. Elle a participé à de nombreuses

conférences publiques, notamment sur le réseau C-SPAN, dans les colonnes du Bloomberg News et sur les ondes de la radio publique.

---